

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PICOTY ENERGIES SERVICES

ROUTE DE PARIS
16160 Gond-Pontouvre

Références : FF/Ubd 24-47/198/2025
Code AIOT : 0005200089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement PICOTY ENERGIES SERVICES implanté 1 Rue de Fontaine 24340 Mareuil en Périgord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été diligentée suite à une plainte concernant des odeurs d'hydrocarbures, du bruit et une pollution chez un voisin de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICOTY ENERGIES SERVICES
- 1 Rue de Fontaine 24340 Mareuil en Périgord

- Code AIOT : 0005200089
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Picoty Energies exploite, sur la commune de Mareuil-en-Périgord, une installation de stockage et de distribution de carburants et de combustibles.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Du fait de l'ancienneté de l'établissement (1er acte administratif datant du 19 avril 1968), certains stockages se trouvent à une distance des limites du site inférieure à 1,5m.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.1. b)	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.7. a)	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.9.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Exploitation, entretien	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Risques	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Risques	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Eau	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Eau	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			corrective	
10	Eau	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Air, odeurs	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 6.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 2.11.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 3.5.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	Exploitation - entretien	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 3.2	Demande d'action corrective	15 jours
15	Eau	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 5.9.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
16	Air, odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 6.2. d)	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
17	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 8.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
18	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 1.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
19	Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.4	Demande d'action corrective	7 jours
20	Stockages en réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
21	Stockages en réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
23	Situation administrative - Classement ICPE rubrique 1435	Décret du 19/05/2016, article 2016-630	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
22	Dispositions applicables aux installations existantes	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article IV > 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se questionner sur la gestion des eaux de son site et mener à bien les actions nécessaire au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.1. b)
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution (ou de remplissage) le plus proche des établissements visés ci-dessous, sont observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers - 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré deux heures de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués sont de catégorie C.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une des cuves se trouvait à moins d'un mètre cinquante du mur d'enceinte.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 28 avril 1997, l'exploitant devait fournir une évaluation simplifiée des risques.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 5 septembre 1997, l'exploitant devait réaliser, ou faire réaliser une étude technico-économique permettant notamment de présenter une solution pour déplacer les cuves de stockage à une distance supérieure à 10 mètres des limites de l'emprise du dépôt de produits pétrolier.</p> <p>L'exploitant fournira les documents ci-dessous à l'Inspection des Installations Classées (IIC) sous 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'accès au bâtiment se faisait via un porche permettant le passage des camions de transport et livraison de fioul. De plus, les abords du site ne présentent pas de plateforme permettant d'accueillir les véhicules de secours en cas d'intervention. Considérant les dimensions de ses camions de livraison de fioul et l'absence d'aire permettant aux véhicules des sapeur-pompiers d'intervenir depuis l'extérieur, l'exploitant devra confirmer que l'accès au site est compatible avec les véhicules des services de secours. Il est demandé à l'exploitant de prendre attache des services du SDIS 24 afin de confirmer que les conditions d'accès à son site sont compatibles avec leurs attentes et possibilités d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.7. a)
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant était en possession d'un contrôle effectué en 2018. Celui-ci concluait que l'installation présentait des risques d'explosion. La personne présente lors de l'inspection a affirmé qu'une vérification avait été faite le 29 octobre 2024. L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées le dernier rapport de vérification de l'installation électrique de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Retention des aires et locaux de travail
Prescription contrôlée : <p>Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection il a été constaté qu'une partie des voies, par lesquelles peuvent transiter les eaux de pluies potentiellement souillées, ainsi que les éventuelles pollutions, n'était pas étanche en raison de leur état de détérioration.</p> <p>De plus, une bande d'environ 1m se situant autour de la rétention des cuves situées au fond de l'installation n'est pas imperméabilisée. Compte tenu que des traces de fioul ont été constaté au sol à ce niveau, cette bande doit être imperméabilisée.</p> <p>Enfin, des camions de fiouls sont stockés sur des emplacements non imperméabilisés.</p> <p>L'exploitant veillera à faire imperméabiliser ces zones.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation, entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, le classeur ICPE a été consulté. La section concernant les formations ne contenait pas d'information sur les formations du personnel, ni sur les personnes en charge de la</p>

surveillance de l'installation.
L'exploitant précisera à l'Inspection des Installations Classées les personnes en charge de la surveillance de l'installation (d'après les informations sur site il s'agit du personnel de l'accueil) et confirmera qu'elles possèdent les formations adéquates. Il reportera ces informations dans le classeur ICPE.
Il confirmera également que les personnes susceptibles de pénétrer sur l'installation avant l'arrivée du personnel en charge de la surveillance sont clairement identifiées et formées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sous surveillance); - pour chaque îlot de distribution, un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore; - un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident; - pour chaque îlot de distribution, un extincteur homologué 233 B ; pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé; - une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre; - sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le personnel en poste à l'accueil, en charge de la surveillance de l'installation, n'avait pas de visuel sur les installations de chargement / déchargement.</p> <p>Par ailleurs, le système permettant de déclencher l'alarme incendie était cassé et déposé au sol, à côté de la couverture anti-feu.</p> <p>De plus, les réserves de produit absorbant incombustible ne contenaient pas une quantité suffisante de produit.</p> <p>L'un des bacs contenait un sceau type "sceau de chantier" à moitié rempli de fioul.</p> <p>L'exploitant mettra en place les actions correctives nécessaires, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remettre en place la couverture anti-feu

<ul style="list-style-type: none"> - remettre en état le système permettant le déclenchement de l'alarme incendie - réassortir les bacs d'absorbant incombustible. - enlever le sceau rempli de fioul et traiter son contenu en déchets. Il fera un rappel des consignes d'exploitation à ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'a été vu aucun panneau de signalisation, ni document de recensement. L'exploitant veillera à se mettre en conformité avec le présent article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique, ou éliminés dans une installation dûment autorisée. Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides, tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.
Constats :

Le site est muni de 2 séparateurs hydrocarbures en série par lequel transit toutes les eaux de l'installation.

L'alinéa 2 du présent article stipule qu'un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides, tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution". L'exploitant confirmera que les eaux pluviales, hors celles des aires de remplissage ou de distribution, sont collectées par un réseau séparatif.

L'exploitant confirmera la présence d'un obturateur automatique sur ses séparateurs hydrocarbures.

Concernant les liquides récupérés (égouttures, chiffons souillés,...), un dispositif sur lequel figure la mention "égouttures" a été vu sur le site. Celui-ci ne présente pas de dispositif permettant une fermeture hermétique, aussi, les liquides à l'intérieur s'évaporent. L'exploitant veillera à mettre ce dispositif en conformité.

Lors de la visite, il a été constaté qu'un des avaloirs de l'aire de distribution était totalement obstrué. L'exploitant fera procéder à un curage de ses réseaux. Il déterminera également si l'avaloir sur la terrasse de la maison voisine peut-être en communication avec son réseau de collecte, et notamment avec l'un de ses séparateurs hydrocarbures.

Enfin, l'avaloir en entrée de site ne couvre pas la totalité du passage. Des écoulements peuvent donc, en fonction des quantités en présence, se retrouver sur la voie publique. L'exploitant veillera à trouver et mettre en application une solution permettant d'éviter que les liquides potentiellement pollués ne sortent de son site. A noter que ces liquides doivent transiter par les séparateurs hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Prescription contrôlée :

Sur demande du préfet ou de l'Inspection des Installations Classées, une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de la présente annexe est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.

Constats :

L'exploitant fera pratiquer une analyse des effluents en sortie de son séparateur hydrocarbure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage, de remplissage ou de distribution
Prescription contrôlée : Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.
Constats : L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées le dernier rapport de vérification de la maintenance du séparateur des hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Air, odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : La mesure du débit d'odeur est effectuée, notamment à la demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, selon les méthodes normalisées en vigueur si l'installation fait l'objet de plaintes relatives aux nuisances olfactives. Ces mesures sont réalisées au frais de l'exploitant.
Constats : L'exploitant fera pratiquer une mesure du débit d'odeur de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Implantation – aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 2.11.
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de façon à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un

accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant confirmera que l'installation permet de contenir les eaux d'extinction d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté que l'exploitant disposait d'un système de gestion des stocks automatisés. Cependant, il n'a pas pu être présenté de plan général des stockages. L'exploitant produira ce plan sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 14 : Exploitation - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'un portillon, appartenant à la propriété voisine, permettait l'accès libre aux aires de dépotage/chargement ainsi qu'aux cuves. L'exploitant a abordé un incident au cours duquel un enfant serait venu sur le site, depuis ce portillon. L'exploitant veillera à sécuriser ou à faire condamner cet accès à son installation. Il a également été constaté que le portail d'accès au site par la route était ouvert. L'exploitant

confirmera les moyens mis en œuvre permettant de s'assurer que des personnes étrangères au site ne pénètrent pas dans l'installation par cet accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5 de la présente annexe, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de la présente annexe est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter son programme de surveillance. Il fournira à l'Inspection des Installations Classées la dernière mesure des concentrations des différents polluants, devant être effectuées tous les trois ans par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Air, odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 6.2. d)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et conditions de rejet
Prescription contrôlée : Le point de rejet des effluents atmosphériques dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
Constats : L'exploitant confirmera que les points de rejets des effluents atmosphériques dépassent d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 17 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article I > 8.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. [...]
--

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
--

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter la dernière mesure de bruit.

L'exploitant fournira la dernière mesure de bruit de son installation.
--

A noter que le jour de l'inspection, la personne en charge de l'installation a informé l'Inspection des Installations Classées des heures d'ouvertures, à savoir :
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• du lundi au jeudi, de 08h à 12h puis de 13h30 à 17h30;• le vendredi, de 08h à 12h puis de 13h30 à 17h00;• à noter que les chauffeurs sont amenés à arriver à partir de 4h40 sur site (pour le réassort des camions, mais également la mise en chauffe). |
|---|

La mesure de bruit devra donc se faire en prenant en considération une période de travail de 4h40 à 17h/17h30.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 18 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 1.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Dossier installation classée
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration

- les plans tenus à jour, y compris le plan des réseaux d'eau internes ; Ces plans font figurer les dates de constructions, notamment des rétentions et des stockages couverts
--

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pu présenter qu'un plan de masse de l'installation. Il fournira un plan détaillé des tuyauteries de l'installation et des réseaux d'évacuations incluant les avaloirs et les séparateurs hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 19 : Exploitation - Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu propre et régulièrement nettoyé, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.
Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté la présence d'eau et de cannettes de bières dans une des rétentions. Des traces de fiouls ont été constatés sur des surfaces non imperméabilisées. L'exploitant veillera à la propreté des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 20 : Stockages en réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Réservoirs
Prescription contrôlée : Les réservoirs non conformes à la norme NF EN 12285-2 ou à toute norme équivalente [...] sont stratifiés sur toute la surface en contact direct avec le sol avec une continuité de 70 centimètres minimum au-dessus de la ligne de contact avec le sol. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau. Les réservoirs rivetés sont stratifiés sur toute la surface interne. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau. Les réservoirs fixes sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent être déplacés sous l'effet du vent ou sous celui de la poussée des eaux.

Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.
Constats : L'exploitant confirmera les caractéristiques des différents réservoirs et fournira les certificats de stratification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 21 : Stockages en réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Prescription contrôlée : Les réservoirs aériens en contact direct avec le sol sont soumis à une visite interne, à une mesure d'épaisseur sur la surface en contact avec le sol ainsi qu'à un contrôle qualité des soudures, tous les dix ans à partir de la première mise en service, par un organisme compétent. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du contrôle périodique. Pour les réservoirs existants à la date du 31 décembre 2002, le premier contrôle est réalisé avant le 31 décembre 2012. Les réservoirs aériens font l'objet d'un suivi par l'exploitant du volume de produit présent dans le réservoir par jauge manuelle ou électronique à une fréquence régulière n'excédant pas une semaine. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.
Constats : L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées le dernier contrôle décennal interne des réservoirs et confirmera le respect des points du présent article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 22 : Dispositions applicables aux installations existantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article IV > 1
Thème(s) : Risques accidentels, Annexe IV
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2027 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2, à hauteur de cible ou à

défaut à hauteur d'homme.

Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.

Constats :

Dans le cas où l'exploitant aurait déjà entrepris des travaux concernant cette étude des effets thermiques, l'exploitant les communiquera à l'Inspection des Installations Classées.

A noter que cette étude pourrait répondre à une partie des interrogations concernant l'installation et notamment la proximité des cuves avec la limite de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Situation administrative - Classement ICPE rubrique 1435

Référence réglementaire : Décret du 19/05/2016, article 2016-630

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique 1435 - Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs :

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	Classement
1. Supérieur à 20 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Déclaration avec contrôle périodique

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un distributeur de carburant pour du gazole uniquement, à l'entrée du site. Un particulier est entré faire le plein de son véhicule personnel à ce distributeur avant d'aller payer au bureau.

L'exploitant confirmera que les distributeurs de carburant ne sont pas uniquement destinés aux

flottes de camions (professionnel) venant se ravitailler sur place en vue de la distribution de fioul ou de gazole.

De plus, il confirmera les quantités annuelles délivrées aux particuliers et aux professionnels pour les années 2022 à 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours